

Unité nationale

Je n'ai aucune idée de ce que cela signifie, monsieur l'Orateur. Mais cela revient à dire que dans l'intérêt de l'unité nationale, on ne peut permettre aux parents d'envoyer leurs enfants dans une école où l'enseignement est donné dans leur propre langue, s'ils déménagent d'une province à l'autre. Il doit certainement y avoir une erreur dans ce document, car on peut lire un peu plus loin dans le même paragraphe qu'on devrait fournir des services scolaires—on peut en conclure qu'ils seront en français—aux Québécois qui quittent le Québec pour aller s'installer dans une autre province.

C'est déjà contradictoire avec la déclaration précédente concernant l'incompatibilité avec l'unité nationale. Il y est dit ensuite qu'on continuera à fournir des services scolaires dans la province de Québec à l'intention de ceux qui viennent s'y installer. Comment peut-on continuer à assurer des services en anglais dans la province de Québec quand la loi n° 1 stipule que les personnes qui viendront s'installer au Québec devront faire leurs études en français? Dans le paragraphe suivant, toujours dans la même déclaration, le gouvernement approuve la politique que consacre la loi n° 1, selon laquelle les immigrants qui viennent s'installer au Québec doivent faire leurs études en français quelle que soit leur origine et qu'ils le veulent ou non. Le gouvernement est d'avis que c'est nécessaire si la province veut rester essentiellement francophone.

Le gouvernement déclare également dans le même paragraphe que ceux qui vont s'établir dans les autres provinces devraient avoir le même choix. A mon avis, il n'y a pas de choix offert aux immigrants dans le Québec.

Nous avons permis trop longtemps au Québec d'avoir deux catégories. Nous devons maintenant nous rendre compte que le pays ne peut continuer à avoir des ghettos d'anglophones et des ghettos de francophones. Nous devons devenir Canadiens. Et cela vaut pour le Québec aussi; il doit devenir Canadien s'il veut demeurer dans la confédération.

En terminant, puis-je signaler que les événements au Québec sont regrettables. Ils nous laissent tous dans les provinces Maritimes dans une situation étrange. Je propose que le problème du Québec, celui de l'unité nationale, ne soit plus débattu dans l'arène politique. Il est opportun que les députés, chacun d'entre nous, se rendent compte que nous ne siégeons pas ici à titre de membre d'un parti, mais comme représentant des Canadiens. Il est temps que le gouvernement affronte la situation actuelle et cesse de prendre la désunion à la rigolade. Il est temps de cesser de faire de notre désunion une question de popularité.

Il est peut-être vrai que si un comité dénué d'esprit de parti composé de députés fédéraux, de sénateurs, de députés provinciaux et de dirigeants élus de tous les milieux, se réunissait sur une base tripartite et dans toutes les régions du pays et si des comités régionaux dénués d'esprit de parti étaient établis d'un bout à l'autre du pays, nous arriverions peut-être à des résultats valables. Mais, dans l'état actuel des choses, les hommes politiques attisent les passions de tous les intéressés, si bien qu'il ne sera plus possible d'en arriver à une solution convenable.

Pour réaliser l'unité, l'égalité doit être la loi, la règle. Il faut que l'égalité règne quant à la race, la religion, la croyance, la province et la région. Les hommes politiques à eux seuls ne peuvent même commencer à résoudre les problèmes de l'État. Les simples citoyens doivent aussi être consultés. A l'encontre

des autres députés qui sont ici, je suppose que je dois dire pourquoi je ne suis pas entièrement d'accord pour forcer la province de Québec à demeurer au sein de la confédération, ou à maintenir l'unité. L'unité ne peut être réalisée que si toutes les parties en cause le veulent bien. Avant d'en arriver à un accord quelconque, il faut réaliser un *consensus ad idem*. De même, pour qu'il y ait réconciliation il faut un certain accord.

● (1720)

Il ne peut y avoir unité que si tous les Canadiens deviennent de véritables Canadiens. On ne peut réaliser l'unité et la consolidation de l'État que si nous prenons tous la peine de travailler ensemble vers un but commun. Le meilleur point de départ pour l'unification du pays est un objectif commun pour tous. D'aucuns songent alors au plein emploi. Je prétends qu'il est possible de réaliser quelque chose qui soit presque le plein emploi. En recherchant la vérité et le bonheur, nous trouverons l'unité et l'harmonie au pays, et en recherchant l'unité et l'harmonie entre nous, nous découvrirons un meilleur pays, un pays fort et libre.

Il m'est difficile d'appuyer une motion qui parle de conserver l'unité. Il n'y a jamais eu d'unité nationale mais plutôt beaucoup de désunion et de difficultés économiques attribuables à une mauvaise gestion de programmes qui ont été mal conçus, en toute hâte, par le gouvernement fédéral et par certains gouvernements provinciaux également.

L'unité nationale ne peut être réalisée par les débats des politiciens, et tout comme l'amour et la fraternité, elle ne peut être réalisée que par les gens qui travaillent ensemble selon la volonté et la grâce de Dieu. Pour ce qui est de la langue, ce n'est qu'une partie de la question de l'unité nationale...

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. J'ai le regret d'informer le député que son temps de parole est expiré.

L'hon. Robert L. Stanfield (Halifax): Monsieur l'Orateur, mon chef a prononcé un magnifique discours hier. Je n'avais pas tout à fait compris à quel point ce fut un jour écrasant pour le gouvernement, jusqu'à ce que les deux renards du gouvernement eussent accouché aujourd'hui de ce truc pour capter l'attention des organes d'information.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le deuxième renard est mon vieil ami, le leader du gouvernement à la Chambre.

C'est avec la plus grande tristesse que je participe à ce débat d'aujourd'hui. Il y a presque exactement dix ans aujourd'hui que j'ai décidé de me lancer dans la politique fédérale, alors que j'étais premier ministre de la Nouvelle-Écosse. Je pensais pouvoir faire quelque chose pour revigorer notre pays, pour améliorer la compréhension entre les Canadiens francophones et Canadiens anglophones, et aussi pour améliorer la situation économique des provinces de l'Atlantique. Le triste état dans lequel se trouve aujourd'hui l'économie de ces provinces me rend malheureux, mais je pourrais presque pleurer en voyant notre pays écrasé sous les difficultés économiques et menacé de désintégration.

Je vais être brutal et j'aimerais que l'on m'écoute bien que certains députés n'aimeront peut-être pas ce que je vais dire. Car chacun de mes mots seront pesés. Je ne veux pas ajouter aux difficultés de notre pays, mais nous devons être francs entre nous. Il ne faut pas blâmer uniquement le gouvernement